

# Initiatives de reddition de comptes ascendante et acquisitions massives de terres en Afrique

## Le défi

En 2007, le nombre absolu de personnes vivant dans des centres urbains à l'échelle planétaire a dépassé, pour la première fois de l'histoire, le nombre de personnes vivant en milieu rural. C'est pourquoi la communauté du développement international s'intéresse de plus en plus aux villes. Or, les données des Nations Unies indiquent qu'en Afrique subsaharienne, les trois quarts des pauvres vivent et travaillent aujourd'hui encore à la campagne.

Un véritable accès aux ressources foncières et naturelles ainsi que l'appropriation de ces ressources conservent une importance critique pour les Africains pauvres vivant en milieu rural, afin qu'ils disposent de moyens de subsistance suffisants et participent véritablement aux décisions qui les concernent. Dans ce contexte, les crises liées à l'accès à l'alimentation, au carburant, à l'énergie et aux finances se sont récemment multipliées et une conséquence des plus immédiates et importantes est la réévaluation des terres à titre de ressource rare.

Cette situation a incité les industries, les gouvernements, les collectivités et les particuliers à acquérir des terres à une échelle sans précédent, et l'Afrique a été frappée de plein fouet par cette vague d'acquisitions massives. De fait, on estime que depuis 2006, les investisseurs internationaux et nationaux ont acheté quelques 50 à 80 millions d'hectares de terres dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu.

## La recherche

Ce projet a pour objectif de démontrer de quelle façon les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, du comité de l'Organisation des Nations Unies sur la sécurité alimentaire, peuvent être utilisées pour accroître la reddition de comptes et protéger les droits des pauvres dans le contexte des acquisitions massives de terres qui se produisent en Afrique du Sud, au Mali, au Nigéria et en Ouganda. L'équipe de recherche suit une démarche axée sur des études de cas et la recherche-action participative. Le projet devrait permettre la production de données probantes sur la façon dont les résidents peuvent favoriser la mise en place de mécanismes de gouvernance des terres, des pêches et des forêts plus équitables, transparents et responsables.



Protestation contre les acquisitions massives de terres au Mali  
Photo: Coordination Nationale des Organisations Paysannes

## Les partenaires

- Coordination nationale des organisations paysannes, Mali
- Environmental Rights Action/Friends of the Earth, Nigéria
- Masifundise Development Trust, Afrique du Sud
- Kotasi Women Development Trust, Ouganda
- Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir, Allemagne
- The International Institute of Social Studies, Pays-Bas
- PLASS, Afrique du Sud
- Transnational Institute, Pays-Bas

## Les interventions à l'échelle des pays

- Mali : Fonsira Coro (exploitation minière)
- Nigéria : Betem, Akpet, Idoma et Akampka dans l'État de Cross River (plantations de palmiers à huile)
- Ouganda : Sites de Nangoma, Bulebi, Kiziru et Mbale au lac Victoria (exploitation minière)
- Afrique du Sud : Village de pêcheurs d'Arniston sur la côte sud de Western Cape (défense et protection marine).

## Les résultats attendus

L'analyse et les observations :

- permettront de cartographier l'incidence différenciée (sexe, ethnicité, génération, classe) des acquisitions massives de terres sur les populations locales, et la façon dont celles-ci réagissent à ces acquisitions massives au Mali, au Nigéria, en Ouganda et en Afrique du Sud
- généreront des données empiriques sur la façon dont les

facteurs, les acteurs et les institutions à l'échelle locale, nationale et internationale réorientent la gouvernance des terres dans ces pays, dans le cadre des Directives Volontaires sur les régimes fonciers

- permettront de cerner et d'analyser les diverses stratégies qui améliorent la capacité des organisations de la société civile et des travailleuses et travailleurs agricoles à exiger la reddition des comptes de la part des décideurs à tous les échelons, dans le contexte des acquisitions massives de terres, à l'aide des Directives Volontaires sur les régimes fonciers
- contribueront à élargir les débats scientifiques et à influencer les politiques en matière d'acquisitions massives de terres dans ces pays .

## Les constatations et réalisations à ce jour

- ⇒ La première phase du processus de recherche-action est terminée. Les résultats préliminaires portent à croire que les acquisitions massives de terres ont une incidence différenciée sur les populations locales dans l'ensemble des pays (Ouganda, Mali, Afrique du Sud et Nigéria). Des différences ont été observées en fonction du sexe, de la classe et de la génération (jeunes et personnes âgées).
- ⇒ La recherche a permis de constater que les acquisitions massives de terres ont une incidence différente sur les hommes et les femmes. Dans un contexte d'évictions forcées, de dépossessions de terres et d'autres activités liées aux acquisitions massives ayant entraîné la privation de terres ou un accès limité aux terres, le fardeau de nourrir la famille pèse davantage sur les épaules des femmes, qui sont parfois confrontées à la malnutrition des enfants tout en devant s'assurer de mettre de la nourriture sur la table de leur mari.
- ⇒ Les résultats portent à croire qu'au **Nigéria**, certains hommes ayant perdu l'accès aux terres, qu'ils considéraient comme leur source d'autonomie financière, sont devenus violents envers les femmes, ce qui a entraîné une augmentation de la violence basée sur le sexe.
- ⇒ En **Afrique du Sud** et en **Ouganda**, l'acquisition de grandes parcelles de terres entourant des zones de pêche (lacs, mers et océans) par des investisseurs étrangers et nationaux, pour la pêche ou la construction de centres de villégiature côtiers, a entraîné une augmentation des prix des terres agricoles pour les collectivités de pêcheurs, qui ont recours à l'agriculture comme moyen de subsistance de rechange. Au sein de ces collectivités de pêcheurs, l'accès restreint aux zones de pêche et la réduction des prises ont entraîné une

augmentation des activités de subsistance agricoles de rechange chez les femmes.

- ⇒ Au **Mali**, les recherches indiquent que les acquisitions massives de terres sont principalement le fait d'industries ou d'usines hautement mécanisées, qui exigent une formation spécialisée que les jeunes des milieux ruraux ne possèdent pas. En revanche, les emplois exigeant peu de formation sont très manuels, épuisants et assortis de salaires extrêmement bas, qui ne permettent généralement pas aux jeunes de se nourrir ni de nourrir leur famille. Au sein des collectivités, le phénomène des acquisitions massives de terres a mené à l'augmentation des prix des produits alimentaires locaux. Selon les observations, les acquisitions massives de terres ont accentué l'exode des jeunes dans les collectivités concernées.
- ⇒ Les données préliminaires laissent croire que les populations locales des quatre pays réagissent de façon très similaire aux acquisitions massives de terres (au sein des collectivités, certains se sentent impuissants et estiment n'avoir aucune influence sur les processus de gouvernance des terres, certains s'opposent aux transactions foncières et d'autres se joignent aux élites et aux autorités pour faciliter les transactions). Ces réactions diverses semblent avoir des répercussions sur la stabilité sociale, car des conflits entre membres des collectivités ont été observés dans les quatre pays.

## L'échéancier

2014-2016

---

Le CRDI, un élément important de l'aide internationale fournie par le Canada, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement.

### Centre de recherches pour le développement international

150, rue Kent • CP 8500 • Ottawa ON Canada K1G 3H9

Téléphone : +1 613 236 6163 • crdi.ca